










Fait de la chose inerte : la Cour de cassation maintient la condition d'anormalité (Civ. 2^e, 24 févr. 2005, *Consorts Thisong et autres c/ AXA assurances et autres*, pourvoi n° 03-18.135, FP-P+B+R+I et *Dayde c/ GAN assurances et autres*, pourvoi n° 03-13.536, FP-P+B+R+I, D. 2005.1395, note N. Damas , Resp. civ. et assur. 2005.comm.121, obs. H. Groutel)


Patrice Jourdain, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)

Par deux arrêts du même jour destinés à une très large diffusion, signe des arrêts dit « de principe », la deuxième chambre civile clarifie enfin sa position sur le fait de la chose inerte en exigeant de celle-ci une « anormalité ».

Depuis quelques années, la Haute juridiction avait en effet fait naître des doutes sur sa volonté de maintenir la condition d'anormalité de la position ou de l'état de la chose pour admettre son « rôle actif » dans la production du dommage ou, pour reprendre une expression qui, en dépit de son obscurité, semble avoir sa préférence depuis quelques temps, pour décider que la chose avait été « l'instrument du dommage ». C'est d'abord avec des décisions relatives à des portes ou parois vitrées que l'incertitude est née, la Cour de cassation se contentant de la constatation du bris de la vitre, dont les juges avaient pourtant relevé l'absence de dangerosité et d'anormalité, pour engager la responsabilité du gardien (Civ. 2^e, 29 avr. 1998, RTD civ. 1998.913  ; 15 juin 2000, RTD civ. 2000.849 ). Puis vinrent plusieurs arrêts qui plongèrent les commentateurs, dont le soussigné, dans la perplexité, concernant une boîte à lettre qui débordait sur un trottoir (Civ. 2^e, 25 oct. 2001, RTD civ. 2002.108 ) , puis un plot délimitant un passage pour piéton sur une aire des stationnement d'un magasin à grande surface dont tout portait à croire, eu égard aux constatations des juges du fond, qu'il était dans une position parfaitement normale (Civ 2^e, 18 sept. 2003, RTD civ. 2004.108 ).

Le plus troublant est que, dans le même temps, la deuxième chambre civile se refusait à considérer que des choses inertes aient pu être l'instrument du dommage, relevant même parfois leur rôle passif dans la production du dommage (V. pour des dommages résultant de chutes dans des escaliers ou au passage de la rampe inclinée de magasin, Civ. 2^e, 7 mai 2002, Bull. civ. II, n° 92 ; Resp. civ. et assur. 2002.comm.250 ; 11 juill. 2002, Bull. civ. II, n° 175 ; Resp. civ. 2002.comm.326 ; *adde*, sur ces arrêts, nos obs. au D. 2003.Somm.462 ).

Devant l'embarras et les inquiétudes exprimées par une doctrine critique (V. notamment, C. Prat, note au D. 2002.1450  et G. Viney, obs. au JCP 2002.I.122, n° 9 et s. sous Civ. 2^e, 25 oct. 2001 ; N. Damas, note au D. 2004.25 sous Civ. 2^e, 18 sept. 2003  ; *adde*, nos obs. RTD civ. 2004.108  ; L. Bloch, La paroi vitrée, la boîte aux lettres, le plot et la victime, Resp. civ. et assur. 2004.études.14), la Cour de cassation se devait de réagir en levant toute ambiguïté sur le sens de sa jurisprudence et en renouant avec la condition d'anormalité de la chose inerte.

Elle le fit d'abord de façon discrète. Plusieurs arrêts récents, annonciateurs de ceux ici commentés, ont en effet manifesté l'intention de la Cour de ne pas renoncer à la condition d'anormalité. Ainsi un arrêt avait-il déjà censuré une décision qui avait refusé d'admettre qu'un sol ciré glissant avait été, au moins pour partie, l'instrument du dommage (Civ. 2^e, 11 déc. 2003, Bull. civ. II, n° 386 ; D. 2004.2181, note S. Godechot  ; Resp. civ. et assur. 2004.comm.61). Puis un autre rejetait un pourvoi contre une décision qui relevait l'anormalité

de câblages au sol non signalés dans un immeuble en travaux (Civ. 2^e, 13 mai 2004, Bull. civ. II, n° 231 ; Resp. civ. et assur. 2004.comm. 252). Plus récemment encore, deux autres arrêts ont rejeté des pourvois contre des décisions qui ont écarté la responsabilité de gardiens, faute d'anormalité de la chose en cause (Civ. 2^e, 25 nov. 2004, Bull. civ. II, n° 507 ; Resp. civ. et assur. 2005.comm.48, pour un escalier non glissant et muni de rampe du côté où la victime a chuté ; Civ. 2^e, 17 févr. 2005, pourvoi n° 01-15.666, pour le sol recouvert de neige et de verglas de la cour d'une propriété). Tous ces arrêts étaient déjà révélateurs d'une volonté de maintenir la traditionnelle condition d'anormalité des choses inertes. Les décisions du 17 février 2005 consacrent avec éclat cette orientation, tout en apportant une intéressante précision.

Dans une première espèce, les moniteurs d'un club de voile avaient installé au bord d'un étang, sur la plage, un tremplin, composé d'un plan incliné, pour effectuer des sauts à vélo tout terrain (VTT) dans l'étang. Neuf jours plus tard, une personne, en plongeant, glissa du sommet du tremplin et se blessa en tombant au droit du tremplin où l'eau était peu profonde. Une cour d'appel débouta la victime directe et ses proches de leurs demandes d'indemnisation. Le pourvoi contre cet arrêt est rejeté : les juges du fond retenaient que le tremplin avait été installé sur la plage, en limite du plan d'eau, afin de permettre aux utilisateurs de prendre leur élan en roulant avec leur VTT avant de retomber dans l'eau à une distance éloignée ; que la présence d'un tel tremplin n'avait rien d'insolite et d'anormal dans un lieu d'animation sportive ; qu'il ne présentait lui-même aucun caractère de dangerosité alors qu'il était d'une hauteur de 1 m et d'une largeur de 1,20 m ; que la victime, qui connaissait parfaitement les lieux et savait qu'il n'existait aucune profondeur au droit du tremplin, a détourné sciemment l'usage du tremplin qui ne présentait aucun risque dans le cadre de son utilisation normale. Et l'arrêt de conclure que ces constatations et énonciations établissaient l'absence d'anormalité de la chose.

Dans la seconde espèce, la victime, ayant heurté la baie vitrée coulissante d'un appartement qui ouvrait sur une terrasse, la vitre qui se brisa et la blessa. Une cour d'appel débouta la victime de ses demandes. L'arrêt retenait que, se dirigeant vers la terrasse après s'être levée, la victime ne s'est pas aperçu que la porte vitrée coulissante était pratiquement fermée. Puis, pour écarter le fait de la chose, la cour observait que le mauvais état de la baie vitrée n'était pas allégué et que, par ailleurs, le fait qu'elle ait été fermée, même si l'on se trouvait en période estivale, ne peut être assimilé à une position anormale, pour en déduire que la chose n'a eu aucun rôle actif dans la production du dommage et que celui-ci trouve sa cause exclusive dans le mouvement inconsidéré de la victime qui présentait en raison de sa soudaineté les caractères de la force majeure. L'arrêt est censuré : il résultait des propres constatations de la cour que « la porte vitrée, qui s'était brisée, était fragile, ce dont il résultait que la chose, en raison de son anormalité, avait été l'instrument du dommage ».

Désormais, toute incertitude est levée. Car le premier enseignement à tirer de ces arrêts est évidemment la confirmation du maintien de la condition d'anormalité de la chose inerte. On s'en félicitera. En présence d'une responsabilité objective comme l'est la responsabilité du gardien d'une chose, il importe en effet de subordonner sa mise en oeuvre à une exigence de causalité qualifiée, faute de quoi la responsabilité risquerait de dériver vers un système d'indemnisation automatique et aveugle des dommages causés par des choses. Une présomption de causalité peut éventuellement se justifier en cas de contact avec une chose en mouvement car, dans une certaine mesure, ce mouvement peut être de nature à accroître les risques d'un dommage et à rendre ainsi son apparition plus probable, de telle manière que le fait de la chose en mouvement apparaisse alors comme une cause adéquate du dommage. Mais, pour les choses immobiles, la moindre des exigences semble être d'imposer qu'elles aient occupé une position anormale ou dangereuse ou aient été dans état anormal de nature à favoriser la survenance d'un dommage. L'intervention de la chose inerte ne peut en effet résulter que du heurt de celle-ci par la victime, c'est-à-dire d'un fait de la victime, qu'il soit fautif (inattention, maladresse...) ou non. Or, dans ces circonstances, le plus vraisemblable est que le dommage est dû au fait ou à la faute de la victime. Le fait de la chose est certes causal, au sens de l'équivalence des conditions, dès lors que sans la chose le dommage ne se serait pas produit. Mais, en terme de causalité adéquate, cette cause-là paraît absorbée par le fait de la victime dont le pouvoir causal apparaît supérieur, tant du moins que la chose ne

présente pas, par son état ou sa position, quelque anomalie augmentant son rôle causal. C'est pourquoi, il nous semble qu'un rôle actif de la chose doit toujours être exigé qui, pour les choses inertes, s'exprime par la condition d'anormalité.

Un autre enseignement se dégage de l'arrêt de la deuxième chambre civile relatif à la baie vitrée. La Haute juridiction retient l'anormalité de la chose, contrairement à la cour d'appel qui s'était attachée à relever les indices de normalité. Quoi de plus normal en effet qu'une baie vitrée dans un appartement avec terrasse ? Et l'on ne saurait considérer que la position fermée soit anormale, même en été. Mais la vitre s'est brisée du seul fait du heurt de la victime, et c'est cette circonstance qui la rend suspecte. Pour la Cour de cassation, le bris de la vitre établit sa fragilité qui établit elle-même l'anormalité. Voilà qui permet à la Cour de cassation de ne pas renoncer à sa jurisprudence récente sur le bris de vitre tout en réaffirmant la condition d'anormalité de la chose.

Le raisonnement peut convaincre car il est vrai que la fragilité est une anomalie de la chose qui la rend dangereuse et augmente les risques de dommage. Et l'on peut admettre qu'une baie vitrée ne doive pas se briser au moindre heurt d'une personne. On préférerait toutefois considérer qu'il n'y a là qu'une présomption et autoriser le gardien à prouver que, malgré le bris de la vitre, sa fragilité ne serait pas en cause.

On terminera ces observations en s'interrogeant sur l'incidence du fait ou de la faute de la victime. On observe en effet que, bien souvent, les juges font état d'énonciations tendant à montrer que le dommage est dû au comportement de la victime pour écarter le fait de la chose. On en trouve des illustrations dans les deux espèces examinées ici. Dans l'affaire du tremplin, les juges du fond avaient relevé que la victime qui connaissait les lieux et savait que l'eau n'était pas profonde, avait détourné l'usage du tremplin et que sa faute, qui était à l'origine exclusive du dommage, était de nature à exonérer le gardien de sa responsabilité. De même, dans l'affaire de la porte vitrée, la cour d'appel avait retenu que le dommage trouvait sa cause exclusive dans le mouvement inconsidéré de la victime qui, en raison de sa soudaineté, présentait les caractères d'imprévisibilité et d'irrésistibilité de nature à exonérer la gardienne de sa responsabilité.

Mais, il convient de ne pas confondre l'incidence possible du fait de la victime sur l'appréciation du caractère normal de la position de la chose, et le fait de la victime exonératoire de responsabilité. Le comportement de la victime peut certainement être une circonstance qui, parmi d'autres, est de nature à prouver la normalité de la chose, et donc son absence de caractère adéquatement causal, car il représente une cause du dommage qui, si elle apparaît déterminante, est de nature à écarter la causalité du fait de la chose. En revanche, le fait de la victime ne peut exonérer totalement le gardien de sa responsabilité que s'il présente les caractères de la force majeure ; ce qui suppose, théoriquement au moins et dans un premier temps, que le fait causal de la chose soit établi.

En tout cas, pour la Cour de cassation, la prise en compte de l'attitude de la victime n'est nullement décisive. Dans l'affaire du tremplin, elle énonce sans doute que la faute de la victime était à l'origine exclusive de son dommage, mais c'est pour répondre au moyen du pourvoi qui reprochait à l'arrêt attaqué d'avoir exonéré le gardien sans caractériser la force majeure et afin de le déclarer inopérant. Le motif, qui répond d'ailleurs bien mal au moyen - il suffisait de dire que la cour n'avait pas à caractériser la force majeure -, ne cherche donc pas à justifier l'absence d'anormalité, déjà établie à l'aide d'autres indices. D'ailleurs dans l'affaire de la porte vitrée, la Cour de cassation s'appuie sur la seule fragilité de la vitre pour retenir son anormalité sans reprendre les motifs de l'arrêt attaqué qui caractérisaient la cause étrangère exonératoire. Cela confirme opportunément que l'exonération est autre chose que l'appréciation du fait de la chose ; et que si le fait ou la faute de la victime peuvent avoir une incidence sur l'appréciation de l'anormalité, ils doivent, pour exonérer le gardien, présenter les caractères de la force majeure.

Mots clés :

RESPONSABILITE CIVILE * Responsabilité du fait des choses * Garde * Chose inerte *

Anormalité

RTD Civ. © Editions Dalloz 2013